



La Feuille Verte

Septembre 2011 / n° 170 / 1,70 €

POUR EN FINIR AVEC L'UTOPIE LIBÉRALE

Les émeutes qui ont embrasé l'Angleterre durant quatre jours le mois dernier mettent à nouveau au devant de l'actualité la réalisation inique et insupportable de l'utopie libérale. Les réactions de l'État anglais traduisent également les discours néolibéraux sur la fermeté et la défense absolue de la propriété privée au-delà des droits humains fondamentaux que constitue le fait d'avoir les moyens affectifs, éducatifs, culturels et économiques de mener une vie décente, favorisant l'épanouissement de chacune et de chacun. Les discours et actes sécuritaires mettent en lumière la finalité et le rôle d'un État libéral, dont la mission première est le maintien de l'ordre et la gestion, voire la répression, des tensions qui résultent des inégalités criantes liées à la réalisation du paradigme libéral. L'Angleterre détient en effet le triste record de la population carcérale européenne, record qui devrait encore être consolidé à l'occasion des procès expéditifs menés à la suite des émeutes !

Les crises économique, sociale et environnementale globalisées montrent à quel point ce modèle est arrivé à bout de souffle et l'urgence d'un changement de paradigme, loin du culte du productivisme, de la croissance et de l'argent. La dette généralisée des États fonctionne comme une voiture qui aurait besoin d'un litre d'huile tous les 100 mètres parcourus ! Loin d'être seulement conjoncturel, c'est un phénomène structurel, résultant notamment du fonctionnement dérégulé des marchés. Sans compter les discours qui essaient de nous faire croire que la dette doit être gérée comme la dette d'un ménage, à coup de coupes budgétaires draconiennes et de désengagement de l'État au service de sa population, réduisant les dirigeants politiques à de simples exécutants des diktats financiers. À l'inverse, considérer la dette comme la source d'enrichissement de ceux qui la possèdent permet d'envisager qu'un État puisse légitimement ne pas honorer tous ses engagements vis-à-vis de ses créanciers spéculateurs, notamment après le sauvetage sans contrepartie du secteur bancaire à l'été 2008.

L'été 2011, lui, montre avec une acuité accrue ce besoin de plus d'Europe, d'une véritable coordination et d'un fédéralisme européen pour non seulement faire face à la prédation des marchés financiers, mais aussi redéfinir en profondeur le fonctionnement économique global vers davantage de justice et d'équité. À l'heure où - selon la formule de Braudel - « l'économie monde est entrée en contradiction avec l'écosystème planétaire », une opposition résolue à la constitutionnalisation du principe de la « règle d'or » est indispensable. Il est temps de dépasser les égoïsmes nationaux et de regarder résolument vers l'avenir européen.

Nous vivons une occasion historique de pouvoir changer le cours des choses car nous, écologistes, ne nous abandonnons pas à la paresse intellectuelle qui consiste à laisser croire que les choses ne peuvent changer qu'à la marge. Notre candidate Eva Joly incarne parfaitement non seulement la lutte contre la finance dérégulée, mais également un projet global de société profondément ancré dans la justice sociale. À tous les niveaux, mobilisons-nous dès à présent derrière elle !

Eva Pedrocchi, cosecrétaire régionale

édito

BESANÇON CTC
Dispense de timbrage.



ONF : GROS MALAISE

La déferlante médiatique autour de quatre récents suicides à l'ONF met en relief le malaise social qui règne dans cet établissement public. Or c'est depuis 2002 que les syndicats dénoncent la dégradation du climat social au sein de l'ONF.

Le constat

Ce sont 24 forestiers de terrain qui ont mis fin à leurs jours depuis 2005, et 4 depuis le 20 juin, dans un corps forestier qui en contient environ 3 000, l'ONF employant près de 6 300 fonctionnaires. Il est difficile d'expliquer de tels drames : chaque suicide est un cas particulier. Toutefois, peut-on considérer cette succession comme une pure coïncidence, alors que la dégradation du climat social et la détérioration des conditions de travail sont des réalités reconnues par tous, comme les enquêtes sociales l'ont démontré ? Il convient par conséquent d'apporter rapidement de véritables solutions qui s'attaqueront directement aux causes.

L'ONF, un ÉPIC en difficulté financière

Opérationnel depuis 1966, succédant à la vénérable administration des Eaux et Forêts, l'ONF (Établissement Public Industriel et Commercial) a tout d'abord connu des jours heureux, faisant des bénéfices reversés au budget de l'État.

Les recettes étaient assurées essentiellement par la vente du bois des forêts domaniales et par les versements (appelés « frais de garderie ») des communes forestières pour la gestion de leurs forêts. Les missions de service public étaient assurées.

Mais depuis 1980, les cours du bois n'ont cessé de baisser, tandis que les charges de personnel augmentaient ; l'effet « ciseaux » s'est fait sentir dès 1986, entraînant un début de réformes structurelles et des mesures d'économie.

Les réformes brutales en 2002, causes du malaise social

Deux ans après la terrible tempête de décembre 1999, qui avait sapé le moral des personnels, la direction de l'ONF a engagé une réforme des structures qui a bouleversé une organisation bien rodée depuis sa création, réforme accompagnée par le rouleau compresseur de la RGPP (1). Pour les personnels ce fut la triple peine ! On a ainsi découvert :

- des suppressions d'emploi massives : 10 % de personnels fonctionnaires en moins, essentiellement chez les administratifs et chez les agents de terrain ;
- un management agressif : objectifs personnels inatteignables, pressions, travail individualisé et répétitif, individualisation des primes en fonction

des résultats ;

- une réforme des structures destructrice pour la qualité du travail, les relations humaines, la transmission des savoirs, etc. ;

- la fin de la polyvalence pour la majorité des cadres, entraînant une perte de repères à travers une spécialisation poussée à l'extrême et source d'isolement professionnel ;

- la conséquence inéluctable des suppressions de postes : un accroissement considérable des surfaces à gérer pour les personnels de terrain moins nombreux, obligés de faire des choix cornéliens entre leur éthique et les exigences de la hiérarchie ;
- une informatisation certes nécessaire, mais avec des outils fonctionnant mal, qui font perdre du temps et qui réduisent les rapports humains ;

- un glissement insidieux et progressif des tâches jusque-là réalisées par les personnels administratifs vers les personnels de terrain, via l'informatique ;

- l'abandon sournois des missions de service public, forcément non rentables car ne produisant pas de recettes ;

- la recherche effrénée de sources de profits, par la course aux missions conventionnelles, faisant de certains agents de simples commerciaux ;

- une réorganisation permanente qui, loin d'améliorer l'efficacité, vise à briser les collectifs de travail, à casser les solidarités, à spécialiser pour isoler.

La fin d'une éthique forestière

La gestion de la forêt a toujours été assez compliquée, du fait de ses multiples fonctions : économique (production, commercialisation du bois), sociale (accueil du public), écologique (préservation de la biodiversité, protection des sols, de la flore et de la faune, absorption de CO₂, rétention de l'eau, etc.) - ces différentes fonctions étant souvent en concurrence. Très longtemps, les forestiers ont conservé la polyvalence nécessaire afin de gérer ces différences, dans un rôle d'arbitre qui permettait de protéger les intérêts des plus faibles...

C'est toute une philosophie du métier qui s'est ainsi construite et transmise pendant des dizaines d'années : l'amour du métier et du travail bien fait, le plaisir de transmettre aux générations futures des forêts aussi belles qu'au moment où elles ont été reçues.

Aujourd'hui, il faut travailler dans l'urgence, ne pas trop réfléchir, perdre son autonomie parce qu'il faut suivre les normes, passer moins de temps en forêt parce que l'administratif est prioritaire, voir la qualité des exploitations forestières se dégrader par manque de disponibilité pour les suivre, se faire enguirlander par les élus mécontents du service rendu (tout en résistant aux directives des chefs qui, justement, nuisent à la qualité du travail). Il faut aussi subir un contrôle permanent : c'est le management par « pilotage », système qui induit une multiplication des indicateurs de suivi et des tableaux de bord d'objectifs. À travers ce sombre tableau, on devine que c'est aussi la forêt qui trinque...

Une situation très mal vécue

Comment ne pas s'étonner que certains agents vivent très mal cette situation ? En perdant leurs valeurs traditionnelles, leur métier est en train de perdre tout son sens. Dans ces conditions, ce sont les gens les plus consciencieux qui souffrent le plus, et si d'autres facteurs (personnels ou autres) interviennent, le stress peut conduire à la dépression, voire pire... Il est symptomatique de constater que ce sont souvent les agents les plus âgés, et parfois à la veille de la retraite, qui passent à l'acte : ce sont bien les bouleversements que subissent les personnels, contraints de renier leur éthique de travail, qui causent les pires traumatismes.

Une réponse inadaptée

Pour le moment, la Direction de l'ONF n'a reconnu qu'un seul suicide directement lié au travail, celui de l'agent de Poligny survenu à l'automne 2009.

Les tutelles (Agriculture et Environnement) et la Direction refusent de reconnaître que les réformes, le management inadapté et les suppressions d'emploi sont les causes principales du mal-être

au travail. Elles se bornent à expliquer ce malaise par le prétendu « isolement » des agents ; elles méconnaissent ainsi le caractère de ce métier : certes, il est historiquement et inévitablement solitaire, mais le fait d'être solitaire n'implique pas solitude ou isolement !

Le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire, a déclaré le 26 juillet « *ne pas vouloir établir de lien immédiat, systématique, entre les suicides et les suppressions d'emploi* », poursuivant : « *Il n'y a pas pour l'instant de changement de politique de l'emploi à l'ONF* ». En effet, rien de changé : moins 10 % de postes de 2002 à 2011, et encore moins 10 % de 2011 à 2016. La politique est bien la même !

La Direction reste dans une gestion purement administrative de la situation. Elle a ainsi décidé de doubler le réseau du Service social, qui va donc passer de 10 ou 11 à 20 ou 22 assistantes sociales pour toute la France - autant dire un pansement sur une jambe de bois ! Il est également prévu un audit socio-organisationnel, un plan renforcé des risques psychosociaux, un renforcement des cellules sociales territoriales et...la mise en place d'un numéro vert !

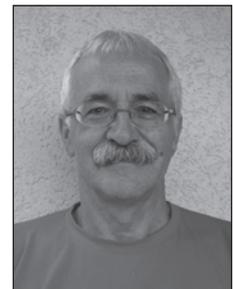
Peut-on raisonnablement penser que ces mesurées feront baisser le stress et le mal-être ? C'est scandaleux et totalement irresponsable alors que le prochain contrat de plan État-ONF prévoit à nouveau la suppression de 10 % des emplois de fonctionnaires d'ici à 2016 !

Toutes les actions syndicales possibles ont été essayées : il semble impossible d'arrêter le rouleau compresseur... Jusqu'où celui-ci ira-t-il ?

Rémy Bessot

Technicien ONF retraité

(1) Révision générale des Politiques publiques.



UNE DÉCISION ABSURDE

Le Conseil général de la Haute-Saône a décidé en juin 2011 d'investir 86 millions d'euros pour des aménagements routiers sur la Route nationale 57, à la place de l'État. L'absence d'élus écologistes dans l'assemblée départementale n'a pas permis à Europe Écologie Les Verts de s'opposer à cette décision unanime.

1 - Cette décision paraît contraire à la Loi de décentralisation de 2005, qui a déclassé de nombreux tronçons de Routes nationales, principale-

ment de l'État vers les départements, pour que l'État ne conserve que des « routes d'intérêt national » dont il garde seul la responsabilité de l'entretien et des aménagements. Si la décision du président Krattinger est acceptée par un État financièrement intéressé, elle risque d'être reconnue « illégale ».

2 - Le Conseil général se plaint régulièrement, à juste titre, que l'État ne respecte pas ses engagements financiers vis-à-vis des départements en ne

compensant pas les transferts de charges sociales qu'il leur a imposés : RMI-RSA, APA (1), etc.

3 - Le Conseil Général affirme ne pas pouvoir mener une politique sociale ambitieuse faute de moyens financiers du fait que la population haut-saônoise, plus pauvre que la moyenne, ne peut être écrasée d'impôts pour améliorer les transferts sociaux. Proposer en même temps à l'État un cadeau de 86 millions d'euros est donc particulièrement scandaleux.

4 - Les disponibilités financières dont le Conseil général espère disposer à partir de 2014, lorsque ses investissements routiers actuels seront achevés, devraient permettre de nouvelles politiques :

- poursuite de la rénovation et de l'aménagement des collèges ;
- construction de logements sociaux ;
- aide à la rénovation et à l'isolation thermique des logements existants ;
- réalisation d'équipements sociaux ;
- économies d'énergie et sources d'énergies renouvelables ;
- etc.

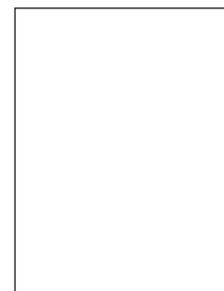
5 - Les trois choix d'aménagements du Conseil général sur la RN 57 ne sont même pas les plus judicieux :

- Mise à 2 x 2 voies au nord de Voray pour permettre aux habitants de Rioz de gagner 1 minute 30 vers la gare TGV d'Auxon, alors qu'ils vont gagner 12 minutes par rapport à la gare de Besançon-Viotte.

- Mise à 2 x 2 voies au sud de Vellefaux sur un tronçon déjà très roulant, sans traiter la section sinueuse entre Maison-Neuve et La Malachère.

- Déviation de Saulx sans traiter le « trou de souris » de Colombier. Ce point très difficile justifierait d'interdire le trafic des poids lourds en transit sur la RN 57 entre Saint-Sauveur et Frotey, et donc de soulager la traversée de Saulx. Cela sera possible dès que l'État aura réaménagé la RN 19 de Pomoy à Amblans pour y dévier le trafic PL.

Les élu(e)s et militant(e)s d'Europe Écologie Les Verts demandent au Conseil général de revoir sa position très coûteuse et à tous les élus de la Haute-Saône d'exiger de l'État qu'il assume ses engagements et responsabilités vis-à-vis de ce département.



Philippe Chatelain

(1) Allocation personnalisée d'autonomie.

Nantes, 9 juillet 2011, Conseil fédéral d'EÉLV

UN GRRRRAND PARTI !

J'avoue, je ne savais pas, je n'avais pas pris conscience des effets de la mutation des Verts en Europe Écologie Les Verts. Nous sommes vraiment devenus un grrrrrand parti politique, et j'en veux pour preuves les décisions prises le 9 juillet par le Conseil fédéral.

En effet, pour que fonctionne cette immense organisation, nous avons dû - en sus des délégués au Conseil fédéral, des « 21 » de la CPÉ (Commission Permanente Électorale), des membres du Bureau exécutif, des diverses commissions et de leurs responsables, du Conseil statutaire - nous doter de :

- 30 déléguées* thématiques chargées de faire le lien entre les commissions et l'exécutif,
- 40 membres** (titulaires et suppléants) du Conseil d'Orientation Politique (COP)
- 10 observateurs* de la parité,
- 10 observatrices* de la diversité,
- 16 délégués* (titulaires et suppléants) au Parti Vert Européen,

- 12 membres** de la commission financière du Conseil fédéral.

Et il nous reste à trouver pour la prochaine fois les 6 membres du Comité national d'éthique !

Nul doute que les centaines de militants (sans oublier les coopérateurs et l'Agora) ainsi investis dans la bonne marche de notre mouvement apporteront cohérence, crédibilité, lisibilité et efficacité... dans quelque temps.

Autre illustration de la maturité d'EÉLV, le texte sur la question de l'intervention militaire de la France en Libye, question qui arrivait en débat au Parlement en juillet. Le texte proposé fut tellement amendé, les amendements votés tellement contradictoires que Philippe Mérieux, président du Conseil fédéral, dut intervenir pour empêcher que ne soit adoptée une position totalement incompréhensible. Du coup, le Conseil fédéral, dans sa grande sagesse et à une large majorité,

décida de... reporter la question à la fois suivante. Nos parlementaires ont depuis voté ce qu'ils ont voulu et dans le désordre - ce qu'ils auraient vraisemblablement fait de toute façon...

Néanmoins, cette tentative n'invalide pas notre capacité à élaborer collectivement des positions politiques conséquentes et à influencer grandement sur le débat politique global... enfin... la prochaine fois...

Plus sérieusement, ce débat sur l'intervention militaire en Libye illustre l'importance du travail de rapprochement intellectuel et culturel qu'il nous reste à faire pour que les militants de ce nouveau parti, venus d'horizons divers, partagent les mêmes fondamentaux. Ce que Les Verts tenaient pour acquis est aujourd'hui à expliciter, à remettre en question ; c'est sans doute salutaire, même si pour l'instant notre capacité à produire du « politique » en souffre.

Pour un délégué franc-comtois, le meilleur moment du Conseil fédéral fut sans conteste l'intervention à la tribune de Catherine Thiébaud, notre trésorière régionale à nous : à sa manière claire et directe, elle proposa, au nom de l'ensemble des régions, les décisions à prendre pour assurer la solvabilité du mouvement actuellement en difficulté de trésorerie. Ainsi fut décidée une nouvelle répartition des dépenses entre le régional et le national. Il devient de plus en plus évident que la Franche-Comté est un des piliers de l'édifice EÉLV !

Il y eut également d'autres bons moments, avec par exemple Cécile Dufлот passant en revue avec

brio, dans son discours de politique générale, l'actualité du local à l'international ; Evguenia Tchirikova, leader du mouvement de défense de la forêt de Khimki, venue dénoncer avec vigueur la participation du groupe français Vinci au projet d'autoroute Moscou-Saint-Petersbourg ; Nicole Kiil-Nielsen et Julien Bayou racontant leur expérience de passagers de la flottille pour Gaza...

Après le Conseil fédéral, une grande partie des délégués s'en fut participer à la mobilisation contre l'extension de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. À cette occasion, plusieurs leaders de partis ou mouvements se sont exprimés (dont de nouveau Evguenia Tchirikova) ; certains ont été particulièrement mauvais (José Bové prônant l'expulsion des industriels des territoires ruraux...) et d'autres plutôt bonnes (Clémentine Autain et Cécile Dufлот reines de l'applaudimètre).

Enfin et en conclusion, le Conseil fédéral a décidé qu'aux conditions préalables déjà fixées à un éventuel accord avec le PS serait ajouté l'abandon du projet d'extension de l'aéroport nantais. Excellente idée, d'autant plus qu'à force de rajouter des conditions, nous parviendrons peut-être à économiser beaucoup d'énergie et de temps de négociation.

Philippe Chatelain
Délégué d'EÉLV-FC

(*) Une fois au féminin, une fois au masculin...
ça change du « genrage » (j'enrage)...
(**) Aussi bizarre que cela puisse paraître,
« membre » est unisexe !



BRÈVES DE CONSEIL FÉDÉRAL

Communication de Danielle Estay (Pays de la Loire) à la tribune : « *Je ne sais pas quoi, mais je pense qu'il faut faire quelque chose* ».

Débat sur la motion n° 2 : « *Nous aurons des commissions thématiques avec des responsables désignés en leur sein et des délégués thématiques, sur des thèmes dont le périmètre ne recoupera pas forcément celui des commissions, délégués au sein du Conseil d'Orientation Politique.* » Quand je vous dis que nous sommes un grand parti !...

Jacques Fernique (remarquable Secrétaire régional d'Alsace) demande que les règles de cumul des

mandats et de responsabilités soient clarifiées avant que ne débute le processus de désignation des candidats et candidates aux législatives... L'assemblée approuve bruyamment, le délégué national aux élections David Corman aussi... *Wait and see.*

Marie Bové avait un seul point à présenter à la tribune du Conseil fédéral : la procédure de tirage au sort des coopérateurs dudit Conseil. Elle a trouvé le moyen de s'embrouiller complètement et de semer une véritable confusion... Et dire qu'elle s'imaginait devenir Secrétaire nationale !...

TAXONS !

En ces heures économiques particulièrement tendues, je me surprends à me poser des questions peut-être un rien simplistes.

Pourquoi n'existe-t-il pas de taxes sur les flux financiers qui soient proportionnelles à la transparence financière des nations vers lesquelles ces capitaux se dirigent ? Par exemple, un flux vers un pays "normal" serait taxé à 0,01 %, un flux vers un pays "moins clair", comme la Suisse, le serait à 0,1 ou 1 %, un flux vers une contrée "de complaisance", comme les îles Caïman, à 10 ou 20 %. Après tout, il existe bien des agences de notation des pays et entreprises ; et aussi des pays sanctionnés par les Nations Unies, vers lesquels on interdit tout (ou presque) commerce.

Pour un non-économiste comme moi, la réponse semble évidente : s'il n'existe pas de telles taxes, c'est parce que les politiques ne prennent pas, ou ne veulent pas prendre, les décisions de les mettre en place. Et pourquoi ? Parce qu'ils sont trop liés aux financiers ? Parce qu'ils sortent tous du même moule et sont victimes d'une pensée unique ? Parce que...?

Quoiqu'il en soit, nous vivons un moment historique, avec cette décote de la note nord-américaine. Pour la première fois, les politiques nord-américains ont peut-être besoin de nous, ou du moins sont peut-être en mesure de nous prêter une oreille légèrement attentive.

La folie capitalistique menace désormais tous les pays occidentaux. N'oublions jamais que la richesse économique mondiale n'est qu'un château de cartes reposant sur l'"estimation perceptive" collective de la valeur des choses. La mondialisation, jusqu'à ce jour exclusivement financière et économique, peut s'étoffer vers d'autres champs et convaincre le monde qu'elle est avant tout humaine.

Je me pose donc la question de savoir quel concept peut alimenter ce retour du politique dans l'équilibre des pouvoirs. Est-ce que le concept de circuits courts pourrait être de ceux-là ? Imaginer que la cherté d'un produit dépende non pas uniquement de son lieu de production, mais aussi de la présence ou non d'une production identique plus proche ? Faire en sorte qu'une pomme de terre de Nouvelle-Zélande ne puisse être vendue en Bretagne s'il y a des pommes de terres disponibles à la vente, quel qu'en soit le prix, produites plus près. Règle également applicable, par exemple, pour un Niçois qui devrait peut-être d'abord consommer des tomates italiennes avant de pouvoir déguster des tomates d'Aquitaine.

Il me semble que la disparition du "réflexe capitalistique" dépend de notre capacité à apporter aujourd'hui des réponses à nos concitoyens qui ne comprennent pas tout et sont demandeurs de perspectives. Nous avons une possibilité de proposer un nouvel horizon : la logique du circuit court, la logique de la transparence, et de fait la logique de la puissance publique. Deux taxes (sur les flux financiers et sur la distance production/consommateur) pour progresser sur le long chemin d'une plus juste répartition des richesses.

Il s'agit là pour EÉLV, me semble-t-il, d'une opportunité à porter lors de la campagne présidentielle, qui nous permettrait d'élargir la perception de notre parti en nous plaçant sur le terrain fiscal au-delà de la simple équité ou de la lutte contre la corruption, tout en nous permettant de démontrer que la défense écologiste de la planète n'est pas "à part" des autres compartiments de la vie.

Bernard Marcesse

1942: ANNÉE DE LA TRADITION FRANÇAISE.



NOTES DE LECTURE

Profitant de mes lectures estivales pour renouer avec la culture amérindienne, j'ai retrouvé un discours, daté de 1875, du chef sioux Sitting Bull (1834-1890). Comme je venais de finir l'excellent livre d'Hervé Kempf intitulé *L'Oligarchie ça suffit, vive la démocratie* (Seuil, janvier 2011, 14,00 euros), j'ai constaté des similitudes (argent, violence, destruction de la nature, arrogance, injustice...) qui, à 136 ans d'écart, montrent la nécessité de s'indigner, mais aussi d'agir...
Qu'on en juge par quelques citations...

De Sitting Bull d'abord :

« Voyez, mes frères, le printemps est venu ; la terre a reçu l'étreinte du soleil, et nous verrons bientôt les fruits de cet amour !

Chaque graine s'éveille et de même chaque animal prend vie. C'est à ce mystérieux pouvoir que nous devons nous aussi notre existence ; c'est pourquoi nous concédons à nos voisins, même à nos voisins animaux, le même droit qu'à nous d'habiter cette terre.

Pourtant, écoutez-moi, vous tous : nous avons maintenant affaire à une autre race, petite et faible quand nos pères l'ont rencontrée pour la première fois, mais aujourd'hui grande et arrogante. Assez étrangement, ils ont dans l'idée de cultiver le sol et l'amour de posséder est chez eux une maladie. Ces gens-là ont établi beaucoup de règles que les riches peuvent briser mais non les pauvres. Ils prélèvent des taxes sur les pauvres et les faibles pour entretenir les riches qui gouvernent.

Ils revendiquent notre mère à tous, la terre, pour leur propre usage et se barricadent contre leurs voisins ; ils la défigurent avec leurs constructions et leurs ordures. Cette nation est pareille à un torrent de neige fondue qui sort de son lit et détruit tout sur son passage.

Nous ne pouvons vivre côte à côte. »

D'Hervé Kempf ensuite :

« L'oligarchie : le pouvoir de quelques-uns qui délibèrent entre eux des solutions qu'ils vont

imposer à tous. »

« Les oligarques ont repris le pouvoir. Bouffis de morgue et de suffisance, ils pressurent le peuple, détruisent la nature, bafouent toute règle. »

« Car la crise écologique et la mondialisation rebattent les cartes de notre culture politique : l'Occident doit apprendre à partager le monde avec les autres habitants de la planète. Il n'y parviendra qu'en sortant du régime oligarchique pour réinventer une démocratie vivante. Si nous échouons à aller vers la Cité mondiale, guidés par le souci de l'équilibre écologique, les oligarques nous entraîneront dans la violence et l'autoritarisme. »

Et pour terminer, une anecdote citée dans l'ouvrage : « En juin 1984, Pierre Moscovici, sorti 6e de l'ENA, téléphone à celui qui fut son professeur (Dominique Strauss-Kahn) pour lui demander ce qu'il pense de l'Inspection des Finances (un corps d'État prestigieux qui accueille les meilleurs élèves de l'ENA) : « C'est la meilleure business-school française. Vous y restez quatre ans et vous gagnez plein de fric. » Et le Trésor ? « C'est un peu moins bien, mais, là aussi, vous faites quatre ans et vous gagnez du fric. »

Sans commentaire...

Étienne Banet



Bravo à Charlie Hebdo, qui a sorti le 17 août son numéro 1 000 !

Plus que 830 numéros et La Feuille Verte en fait autant !

QUELQUES NOUVELLES DE JUANA

Juana Calfunao (1) est bien arrivée au Chili avec sa fille Relmutray, mardi 9 août 2011, vers 11 heures. À l'aéroport de Pudahuel (Santiago), une délégation importante d'indiens Mapuche et des journalistes étaient présente pour les accueillir. Ce retour dans sa communauté, avec sa fille réfugiée en Suisse, permet à la famille d'être enfin réunie après cinq ans de séparation forcée. À suivre donc, d'autant plus que Juana risque la prison pour être restée en Europe plus longtemps qu'autorisé. Vous pouvez voir une vidéo sur [<http://futatravun.blogspot.com>] et traduire les textes avec internet.

Simone Levavasseur

(1) Cf. *La Feuille Verte* n°167, mai 2011.

UNE CANDIDATE À TOUT PRIX ?

L'édito de Claude Mercier dans *La Feuille Verte* de juin m'a donné envie de contribuer au débat (bien joué, Claude !) sur la question de la présidentielle. Et même si Dany Cohn Bendit m'a un peu coupé l'herbe sous les pieds lors des Journées d'été (bien fait pour moi, j'avais qu'à réagir plus vite), je vous livre quand même mon questionnement.

Lorsque Claude dit que « *la question préalable de notre participation, que plusieurs, en interne et en externe, voudraient poser, est intellectuellement recevable, mais politiquement irréaliste* », je ne peux m'empêcher de penser aux retours donnés par certains amis sympathisants (et même adhérents) d'ÉÉLV.

En effet, ceux-ci nous disent que si le FN monte et menace le ou la candidat(e) de la gauche (syndrome du 21 avril), ils voteront PS dès le premier tour.

Dans ce cas, l'analyse politique que nous devons faire nous conduit à deux conclusions :

1) Notre candidate fera au mieux 5 %, voire moins. 5,1 seraient mieux que 4,9, mais ce n'est pas gagné.

2) Si la gauche n'est pas présente au second tour, nous serons accusés (à tort ou à raison, mais ce ne sera plus le débat) d'avoir contribué à sa chute. Chevènement et le MRC ont balayé cet argument avec mépris en 2002, mais nous ne sommes pas dans le même rapport à la gauche, me semble-t-il...

C'est pourquoi je ne tire pas les mêmes conclusions stratégiques.

Je pense que nous devons bien sûr continuer la campagne entamée, mais que nous ne devons fermer aucune hypothèse en fonction de l'évolution des candidatures et des rapports de force.

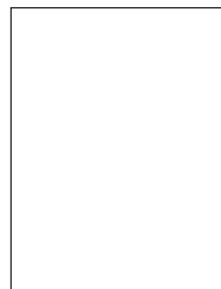
Si la menace de l'extrême droite est réelle, nous devons à mon sens négocier avec le PS, et dans ce cas il sera certainement disposé à proposer autre chose qu'un plat de lentilles. Ce qui nous permettra d'obtenir des avancées significatives plutôt que de subir une défaite cuisante (sur les plans politique et financier).

Chevènement fera certainement la même chose, mais nous avons un poids politique supérieur, me semble-t-il.

Je sais que c'est difficile et déchirant d'arrêter une campagne enthousiasmante lancée à plein régime, mais la politique, si elle peut « bâtir l'impossible », se doit aussi de rester réaliste..

En conclusion, entrons activement dans la campagne, présentons notre programme et nos valeurs, mais servons-nous de cette dynamique dans un sens positif plutôt que de rester figés sur des positions suicidaires, sur lesquelles nous ne serons pas suivis à n'importe quel prix.

Jean Siron



Souffrances

CHANGER LE TRAVAIL

L'intervention de Bruno Lemerle lors de nos dernières Journées de printemps et l'attention portée à sa parole de syndicaliste sur les questions de pénibilité et de souffrance au travail signent sans conteste le souci pour l'écologie politique de s'attaquer à des questions sociales fondamentales.

Dans l'absolu, il s'agit plus d'une nouvelle mise en lumière de la question du travail, passée un peu au second plan du fait de la prééminence des questions environnementales.

Des constats effrayants

Dégradation des conditions de travail, logiques de profit qui pèsent sur l'organisation de l'activité

et sur les statuts des salariés, subjectivation à l'œuvre qui valorise le dépassement de soi au bénéfice de l'entreprise, destruction des collectifs, augmentation de ce qu'on nomme presque pudiquement les troubles psychosociaux (dépression, stress, « burn out », troubles musculo-squelettiques...) : Bruno Lemerle a dressé un tableau sombre du monde du travail aujourd'hui. Ne croyons surtout pas que cette description ne s'applique qu'au domaine des entreprises privées : ce qui s'est joué à France Télécom et ce qui se joue à la Poste et dans les services publics au nom de la RGPP (1) relèvent des mêmes constats et provoquent les mêmes effets.

Voilà déjà plus d'une décennie que les sciences



humaines et sociales alertent sur la continuelle dégradation des rapports sociaux au travail et sur leurs effets en termes de souffrance (2) ; mais chacun sait que les SHS ne servent à rien...

Les syndicalistes eux-mêmes ont éprouvé quelques difficultés à prendre en compte une analyse des rapports de travail et au travail qui ne s'inscrivait plus uniquement dans l'analyse des rapports de production. Pour eux, la notion de souffrance psychique des salariés pouvait apparaître comme un moyen de nier les rapports de force au sein d'une organisation de travail en mettant l'accent sur des problématiques individuelles. Souvenez-vous comment la direction de France Télécom a lutté pour ne pas aborder la question des suicides comme le symptôme d'une souffrance au travail liée au management mis en place, mais comme la marque d'une souffrance extérieure à l'entreprise, de nature familiale par exemple (3).

On complétera utilement le panorama présenté par Bruno Lemerle en visionnant le documentaire *La Mise à mort du travail*, diffusé sur France 2 en 2009 (4). La description minutieuse du management moderne, qui encense les battants et maudit les plus fragiles tout en masquant savamment son adossement à l'idéologie libérale, ne manque pas de nous saisir d'effroi.

Productivisme et individualisme

Avec justesse, la compréhension de ces nouveaux rapports de travail s'est appuyée sur une analyse de la « rationalité » économique, la volonté de rentabilité immédiate, nouveau développement d'un capitalisme de plus en plus financier. Pour autant, ces rapports s'inscrivent aussi dans les logiques productivistes qui épuisent les ressources et les hommes. Ils s'inscrivent également dans les logiques individualistes, celles qui valorisent l'ego, le héros triomphant des réalités, dont l'image la plus emblématique est sans doute celle du trader, l'individu hypermoderne, comme le nomment certains sociologues, qui s'affranchit des contraintes du collectif, qui « performe » arrimé à ses outils de gagnant - la dernière tablette, le dernier smartphone - et qui ne soupçonne pas un seul instant qu'il puisse se retrouver bientôt nu dès le prochain krach. Il s'est multiplié dans les associations, dans le secteur social, à l'université, pour mesurer, rationaliser à travers des procédures ce qui relevait des savoir-faire et des savoirs d'expérience. L'hypermoderne se défie de l'histoire et de la mémoire, il veut du neuf. Il nous harcèle.

Ne sommes-nous pas invités à ce « toujours plus » : travailler plus pour gagner plus, rivaliser toujours plus pour monter toujours plus haut ? Ne sommes-nous pas constamment interpellés pour manifester une énergie, une combativité qui fina-

lement défait les solidarités si chèrement conquises ? Le travail apparaît aujourd'hui comme l'espace d'une double aliénation : celle des laissés pour compte qui n'ont d'autre choix que le labeur et la précarité pour survivre ; celle des surhommes qui n'ont d'autre choix que de lutter sans fin pour ne pas perdre leur place.

Revaloriser le travail ?

Soyons clair : ce qui dévalorise le travail, ce ne sont pas les 35 heures, mais bel et bien une politique qui fait du travail un lieu d'insécurité sociale, pour reprendre une expression de Robert Castel (5). L'insécurité, c'est la démolition des acquis du salariat, c'est la précarité économique et psychique, c'est faire du travail non plus le lieu de la production des solidarités (entre autres) à travers les cotisations sociales, mais le lieu de la compétition contre les autres.

Hannah Arendt (6), dans *Condition de l'homme moderne*, distinguait le travail comme nécessité (il faut bien produire pour survivre), l'œuvre comme fabrication d'un monde d'objets et l'action qui met directement en rapport les hommes sans l'intermédiaire des objets.

Ces distinctions ont pu être reprises pour décrire le monde du travail : le labeur (qu'assumait l'esclave), l'œuvre dès qu'il est question de création, l'action pour décrire des relations sociales, un « agir ensemble ».

Ce qu'a décrit Bruno Lemerle, c'est un monde du labeur : le travail ne fournit pas les moyens d'une réalisation de soi, il n'est plus qu'une nécessité. Revaloriser, changer le travail demande alors qu'il puisse être aussi le lieu de l'œuvre et de l'action. Redonner du sens au travail ne relève pas du « toujours plus », mais d'une démarche qui fait de toute activité (même bénévole, paradoxalement) un moment du social. Parce que le travail, quand il n'est pas aliénation, produit bien d'autres choses que du PIB !

Et cela exige une sortie des logiques productivistes et individualistes. Que notre projet place bien l'homme au centre des préoccupations.

Cela n'interdit pas, dans l'urgence, de renforcer les droits des salariés face à l'arbitraire.



Michel Boutanquoi

(1) Révision générale des politiques publiques. Voir dans ce numéro l'article sur l'ONE. (2) Cf. par exemple l'ouvrage de Christophe Dejours, *Souffrance en France*, paru en 1998. (3) La loi sur la prévention des risques psychosociaux se contente de la mise en place de plans pour la détection des souffrances, des risques pour la santé des individus, mais ne permet pas réellement aux salariés d'intervenir en matière d'organisation du travail. (4) Disponible en DVD. (5) Robert Castel est sociologue. *L'insécurité sociale* est le titre d'un de ses derniers livres. (6) Hannah Arendt (1906 - 1975) est une philosophe allemande naturalisée américaine, connue pour ses travaux sur l'activité politique, le totalitarisme et la modernité.



ÉLECTIONS ET LOGISTIQUE

Le contexte

On l'a dit et répété, les trois prochaines années vont être riches en séquences électorales.

- **Élections sénatoriales du 25 septembre 2011**, avec un enjeu fort dans le Jura (candidature d'Antoinette Gillet). Il s'agit d'un type de scrutin très particulier, qui le place à part des autres quant à ce qu'il suppose d'implication des militants.

- **Élection présidentielle (22 avril et 6 mai 2012)** ; on peut regretter son hyper-personnalisation, elle reste néanmoins un marqueur important, offre la possibilité de fortement communiquer sur un programme au niveau national, et est l'un des meilleurs moyens de donner de la visibilité à notre parti et à nos idées.

- **Élections législatives (10 et 17 juin 2012)** : prochaines élections de « terrain » (des candidats locaux s'adressant à l'ensemble du corps électoral), elles permettront de mettre en avant et de décliner localement le programme 2012.

- **Enfin, 2014** verra normalement deux élections locales : les municipales et celles des futurs "Conseillers territoriaux". Mais il y aura également les élections européennes (dont nous conservons un si bon souvenir...).

Comment préparer au mieux ces élections ?

De natures très diverses, ces élections supposent des implications différentes de la part de notre structure régionale. Globalement, il me semble quand même que l'on doit réunir trois conditions pour obtenir des résultats satisfaisants :

1 - Un contenu de qualité (programme), connu, maîtrisé et « diffusable ». Il doit être décliné et adapté à chaque échéance.

2 - Un contexte politique favorable, cherchant à

créer et exploitant les opportunités d'alliance avec d'autres formations.

3 - Une logistique adéquate, permettant d'apporter un maximum de sérénité aux candidats tout en renforçant leur efficacité.

Les deux premiers points dépendent fortement du contexte, tant national que local. Avant chaque élection, il convient d'y travailler profondément. C'est ce qui a toujours été fait, et c'est ce que nous nous attacherons à faire au mieux.

Le troisième point est quant à lui moins dépendant des influences externes. Par ailleurs, ma courte expérience m'incite à penser que nous avons des marges de progrès significatives dans ce domaine. Beaucoup est sans doute réalisable en dehors des périodes électorales, de façon à pouvoir se concentrer sur les deux autres points pendant les périodes cruciales :

- Capitaliser sur les expériences passées.
- Mutualiser certaines réalisations (tracts, etc.).
- Organiser des formations.
- Gérer un planning de préparation commun.
- Former et accompagner les mandataires. Etc.

Afin d'avancer dans ce domaine, il a été décidé de créer un groupe de travail sur ce sujet, constitué pour l'instant de Franck Petit, Catherine Thiebaut, Eric Morgen, Gérard Pavageau, Corinne Tissier et moi-même.

Vous avez des idées, ou vous souhaitez rejoindre le groupe de travail : n'hésitez pas à vous manifester en me contactant via fw@sfr.fr. À bientôt !

Frédéric Weber

Délégué aux élections



..... LES CONSEILLERS TERRITORIAUX

La réforme des collectivités territoriales, prévue par la loi du 16 décembre 2010, aura de nombreuses répercussions sur notre quotidien - si elle est maintenue après 2012. L'une des principales, et qui nous concerne en premier lieu, est le fait que Conseillers régionaux et Conseillers généraux seront remplacés par les Conseillers territoriaux. Un même élu siègera à ces deux institutions. Le Journal Officiel a publié cet été le nombre de Conseillers territoriaux par département. En ce qui concerne notre région, cela donne :

	Conseillers territoriaux	Rappel : Conseillers généraux	Rappel : Conseillers régionaux
Doubs	39	35	20
Jura	27	34	9
Haute-Saône	23	32	10
Territoire-de-Belfort	15	15	4
Total Région FC	104	106	43

Nous aurons l'occasion de revenir sur les autres aspects de cette réforme, et notamment le mode de scrutin, crucial pour un mouvement comme le nôtre.

PAS BESOIN D'AÉROPORT POUR S'ENVOYER EN L'AIR !

En 2010, les Jeunes Écologistes de Franche-Comté, comme tous les Jurassiens, découvraient avec amertume le programme « Nouvel Envol » du Conseil Général du Jura. Il s'agissait, pour la majorité de droite de l'époque, de donner les moyens financiers propres à assurer la survie de l'aéroport de Dole-Tavaux. Depuis, la majorité du Conseil général a changé. Cependant, force est de constater que c'est toujours la vision à court terme, la recherche du « prestige » et un manque de réflexion globale qui guident les intentions du Conseil général sur le dossier en question. Seule piste de Franche-Comté à pouvoir prétendre au titre d' « aéroport », celle de Dole-Tavaux paraît alors, aux yeux des tartuffes « écolos », comme l'unique chance de « désenclaver » notre région isolée.

La réalité des chiffres

C'est donc l'option « avion de proximité » qu'ils ont choisie, et pour cela, ils ont sorti le chéquier : 14 millions d'euros, rien que ça ! Cette dépense mirobolante s'accompagne d'une ambition tout aussi démesurée de faire passer le petit aéroport de l'agglomération doloise de 2 500 à 50 000 passagers annuels. Autant dire un défi de taille qui semble difficile à relever malgré une campagne publicitaire hyperactive.

Économiquement, on estime que pour être viable, un aéroport doit répondre à deux critères. Tout d'abord, il doit pouvoir prétendre à un minimum de 80 000 passagers par an. Ce qui signifie que même en multipliant le nombre de passagers actuels par 20, cela ne devrait pas suffire à rentabiliser la structure. Ensuite, un aéroport trouve une cohérence (du moins économique) s'il se situe dans un bassin de population de 300 000 habitants. Or, l'agglomération de Dole n'en compte (pour l'instant) que 50 000.

Quid de la cohérence territoriale ?

Les élus du Conseil général du Jura avancent alors l'argument de l'hypothétique fermeture de l'aéroport de Dijon en 2012, avec une restructuration nationale dans l'Armée de l'air. Mais cette fermeture n'est absolument pas garantie. Et l'aéroport de Dijon reçoit à son tour le soutien des notables de Bourgogne, de Côte-d'Or et de Dijon, sur la base

des mêmes arguments que pour Dole-Tavaux : une région « ouverte sur le monde »...

Deux aéroports à 30 km de distance, alors qu'aucun ne répond à des critères de viabilité : belle aberration en matière d'aménagement et de cohérence des territoires !

Droite et gauche : blanc bonnet et bonnet blanc ?

On parle volontiers des socialistes et des communistes comme de nos partenaires de gauche. Cela ne nous dispense pas d'être vigilants : leur respect proclamé des valeurs écologistes ne doit pas servir qu'à l'approche des échéances électorales. Le cas de Dole-Tavaux nous interpelle spécialement.

Assurément, nous nous réjouissons de la victoire de la gauche et du changement de majorité en mars 2011 dans le Jura (sans cacher notre déception quant à l'absence des écologistes dans ce basculement). Cependant, nous constatons avec un grand désarroi que gauche et droite ne valent pas mieux l'une que l'autre sur la question de l'aéroport. Début juillet 2011, l'assemblée départementale annonçait qu'elle prolongeait le programme « Nouvel Envol », comportant un soutien affirmé à la solution de « l'avion de proximité ». La nouvelle majorité de gauche ne remet donc pas du tout en cause le projet politique de la droite sur la question de l'aéroport : cela aurait été pourtant une judicieuse occasion d'affirmer que la récente conversion écologique des partis de la social-démocratie n'est pas qu'écran de fumée. Au-delà des idées, les écologistes attendaient évidemment un passage à l'acte dès l'entrée en fonction des élus PS, PC et apparentés.

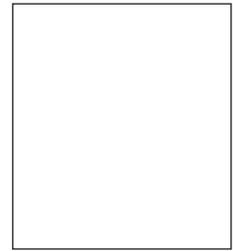
Les deux majorités ne peuvent donc qu'être renvoyées dos à dos : aucune nuance entre elles sur la politique de mobilité offerte aux Jurassiens, et plus globalement aux Franc-Comtois. Majorités de droite et de gauche s'engagent dans le financement de Dole-Tavaux sur un très long terme (l'objectif des 50 000 passagers doit être atteint en 14 ans). Ce qui confirme bien que derrière cette politique de prestige, il n'existe pas de réelle réflexion sur les pratiques de mobilité. À quoi rime d'inciter les gens à prendre l'avion plutôt que le train (la future LGV Rhin-Rhône reliera Dijon à Bâle, un des « hubs » européens) ?



Mobilisons-nous !

Les Jeunes Écologistes de Franche-Comté appellent l'ensemble de la famille écologiste à faire entendre sa voix pour s'opposer au renforcement de l'aéroport Dole-Tavaux. Occasion certaine pour rappeler qu'une autre politique de transports est possible, que les écologistes ont des propositions et qu'il est urgent de faire autrement.

Nicolas Gonthier
pour les JEFC



Jeunes Écologistes.

DEUX FRANC-COMTOIS DANS L'EXÉCUTIF NATIONAL

Comme à leur habitude, les Jeunes Écologistes ont profité des journées d'été d'Europe Écologie Les Verts pour tenir leur Assemblée Générale annuelle et élire la nouvelle équipe exécutive.

C'est à plus de 90 % que les militants ont voté pour la liste "L'écologie en action". Fanny Dubot et Wandrille Jumeaux deviennent les secrétaires fédéraux du mouvement, appuyés par une équipe composée entre autres des Franc-Comtois Mathilde Tessier et Anthony Poulin. Au sein de l'exécutif, Mathilde sera chargée de l'agenda politique alors qu'Anthony devient trésorier fédéral.

Les jeunes Comtois sont des habitués de l'exécutif fédéral. Rappelons que Cyrielle Chatelain en a fait partie trois ans (c'étaient alors les Jeunes Verts), dont deux en tant que Secrétaire fédérale, laissant sa place l'année dernière à Noé Pflieger,

qui vient de terminer son mandat d'un an à la tête des Jeunes Écologistes.

Ces Journées d'été ont aussi été l'occasion pour les Jeunes Écologistes de débattre de l'élection présidentielle 2012 avec les autres mouvements de jeunesse politique de gauche. À la demande d'Eva Joly, ils ont également partagé un repas avec la candidate pour échanger sur la campagne à venir : propositions, dynamisme, place des jeunes... Les Jeunes Écologistes ont affirmé leur soutien à Eva et prendront une place importante dans la campagne présidentielle.

C'est remplis d'espoir et de motivation que les Jeunes Écologistes franc-comtois ont quitté Clermont. Dès la rentrée, ils seront présent dans les facs et les lycées pour convaincre un maximum de jeunes de s'engager à leurs côtés.

Les JÉFC

Législatives 2012

S'Y METTRE SANS ATTENDRE

Les 22 avril et 6 mai prochains se tiendront les élections législatives, qui désigneront les députés pour les 5 années suivantes. Le scrutin uninominal à 2 tours ne nous est guère favorable et impose une stratégie de recherche d'alliance dès le premier tour. Compte tenu de la situation politique du moment, c'est avec le PS que les négociations ont lieu au niveau national.

Elles visent à définir des circonscriptions dites "réservées", c'est-à-dire où il y aurait un candidat unique. Ces circonscriptions réservées fonctionnent dans les deux sens : il y aura des circonscrip-

tions sans candidat EÉLV. Les régions ont été sollicitées pour faire des propositions, ce qui a été le cas en Franche-Comté lors du CPR du 2 juillet. Reste à savoir quel accord aboutira, et comment il sera appliqué (on a connu quelques accords nationaux jamais appliqués au niveau local).

Outre l'enjeu politique évident (constituer un groupe parlementaire), il ne faut pas occulter l'aspect financier, essentiel pour notre mouvement : de nos scores dépendront les financements publics des cinq années suivantes !

Au niveau franc-comtois, il y a 12 circonscriptions à pourvoir (2 en Haute-Saône et dans le Territoire, 3 dans le Jura, 5 dans le Doubs). Le calendrier exact de désignation des candidats reste à définir, mais l'idée est que les candidats officiels soient connus en novembre.

Qui dit candidat dit aussi suppléant et mandataire. Et pour une élection aussi prenante, il faut viser la constitution d'une petite équipe de campagne, prête à s'investir fortement. C'est donc sur notre territoire un nombre important de personnes qui devront se mobiliser : il faut qu'elles se fassent connaître dans les prochaines semaines.

Nous vous invitons d'ores et déjà à réfléchir au rôle que vous souhaitez tenir dans cette séquence électorale, particulièrement importante pour notre mouvement. Nous aurons besoin de toutes

les compétences et de l'implication du plus grand nombre. Et ceux qui seront en première lignes (candidats et mandataires) pourront compter sur l'implication forte de la structure régionale.

Je mets sur le site de l'Agora régionale les documents disponibles sur le sujet (<http://www.programme2010.fr/fcomte>). Si vous souhaitez les codes d'accès, demandez-les au secrétariat. Dès que le calendrier définitif sera disponible, il sera communiqué via la liste de diffusion.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement et surtout j'attends vos suggestions, afin que ces élections soient un succès de plus pour EÉLV Franche Comté !

Frédéric Weber
Délégué aux élections

Témoignage

AVIGNON : TROIS JOURS CONTRE LE NUCLÉAIRE

A l'appel du réseau Sortir du nucléaire de tenir une table d'informations pendant le Festival d'Avignon, je débarque chez la responsable locale, que je trouve effondrée : le stand vient d'être évacué par les forces de l'ordre sous prétexte que notre action n'est pas en lien avec le Festival !

Lettre au préfet pour protester contre cette nouvelle atteinte à la liberté d'expression et réinstallation du stand, réduit à une simple table, un peu à l'écart de la mairie cette fois...

Et me voici agressée de tous les côtés : par l'indifférence des gens - des jeunes surtout - qui défilent en rangs serrés et ne voient rien (s'ils nous voient, ils détournent le regard et poursuivent leur quête culturelle), par les quolibets du genre "Retour à la bougie, alors ?", "De toute façon, on ne peut plus se passer du nucléaire", par le vent, par la chaleur, par la foule, par la fatigue et les longues journées...

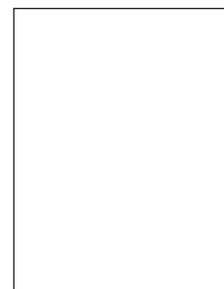
Mais il y a aussi eu de grands moments : plusieurs personnes travaillant dans le secteur nucléaire (la centrale du Tricastin n'est pas loin) qui viennent dire leur inquiétude, dénoncer des situations professionnelles, avouer tristement qu'ils voudraient bien signer notre pétition mais qu'ils y perdraient leur emploi (!!), nous remercier de notre action : "Heureusement que vous êtes là, les anti-nucléaires : grâce à vous, la sécurité s'est améliorée", "Continuez, ne lâchez surtout pas, on va finir par

en sortir", "Le nucléaire, c'est déjà une technologie du passé" ; et d'autres belles rencontres avec des gens engagés, d'autres désireux de savoir car se sentant trahis par nos gouvernants, des enfants déjà à fond dans le combat car sensibilisés par leurs enseignants, des Allemands, des Suisses, des Italiens heureux d'en être sortis mais prêts à s'investir pour que la France s'engage dans la même voie...

Au total, l'action a duré trois semaines ; le premier rassemblement, le 9 juillet, a réuni 200 personnes; dans la seule journée du 14 juillet, nous avons collecté 500 signatures et le 24, une chaîne humaine a dû longer les remparts...

Ce n'est pas rien, la vie d'un militant ; il faut "y croire", surtout quand nombreux sont ceux qui vous disent qu'il s'agit d'une cause perdue d'avance en France ! Mais quel cri de joie j'ai poussé en entendant à la radio qu'Eva Joly faisait de la sortie du nucléaire une condition incontournable de toute alliance avec les socialistes !...

Valérie Rameaux



DÉMONDIALISATION OU DES MONDIALISATIONS ?

Le terme de démondialisation cher à Arnaud Montebourg suscite bien des débats. Il questionne en effet l'avenir de la mondialisation actuelle. La table ronde organisée sur ce thème lors des Journées d'été de Clermont-Ferrand a donc été l'occasion de confronter les positions de différents types d'acteurs (1).

Un consensus a semblé émerger autour d'une mondialisation organisée à l'échelle des organisations macro-régionales du type de l'Union Européenne (UE). Échelle européenne bien éloignée du repli souverainiste national prôné par le Front National et le mouvement chevènementiste de sortie de la zone euro. Ces deux mouvements montrent là – sans qu'il soit question de les confondre dans leurs objectifs et leurs théories politiques – leur incapacité à penser le monde d'aujourd'hui. Quant à la notion de démondialisation d'Arnaud Montebourg, elle aussi montre rapidement ses limites et joue constamment sur l'ambiguïté – pour ne pas dire l'opportunisme conjoncturel – entre repli national et approfondissement d'une politique sociale européenne (2).

Or c'est bien la tendance actuelle de la mondialisation de se structurer autour de zones de libre-échange ou unions douanières macro-régionales, telles que l'UE, l'ALÉNA (3), l'ASEAN (4) ou le MERCOSUR (5), pour ne citer que les plus importantes. Ces espaces fonctionnent tous au profit des pôles les plus dynamiques et ne préservent pas des inégalités dans les conditions de production au sein même de ces espaces. Le dumping social et l'atteinte aux droits élémentaires des travailleurs est en effet globalement la règle. Pour ne citer qu'un exemple, les conditions de travail dans les *maquilladoras* mexicaines (6) sont en contradiction avec un certain nombre de droits définis par l'Organisation Internationale du Travail. Bon nombre de femmes subissent par exemple mensuellement des contrôles humiliants afin de fournir la preuve qu'elles ne sont pas enceintes. Dans le cas contraire, elles sont immédiatement licenciées.

La question est par conséquent de savoir quels modèles de mondialisation se confrontent actuellement.

Gus Massiah - membre du Conseil international du Forum social mondial - a développé à l'occasion de cette table ronde une typologie en trois

points.

- Il y aurait premièrement celles et ceux qui défendent la domination d'une oligarchie jalouse de ses privilèges et de son pouvoir. Oligarchie qui trouve dans la réalisation du paradigme néolibéral sa raison d'être et sa ligne d'horizon.

- Une deuxième conception de l'espace mondialisé serait celle des partisans du Green new deal, c'est-à-dire d'un new deal à la Roosevelt, mais avec une accentuation, voire une priorisation des enjeux environnementaux dans la mise en œuvre d'un nouveau modèle de mondialisation. Ce *Green new deal*, à l'image de l'économiste Joseph Stiglitz, a pour objectif, par la voie du réformisme radical, de mener à une mondialisation organisée par grandes régions macro-régionales, dont le fonctionnement et les relations seraient régulées par des instances de gouvernance mondiale. Le qualificatif « green » soulignerait l'objectif de dépassement du capitalisme, et notamment la rupture avec le culte de la croissance productiviste dans un monde aux ressources limitées. La régulation publique et la gouvernance mondiale et macro-régionale sont, dans ce paradigme, les clés d'une mondialisation moins prédatrice et moins génératrice d'inégalités et de conflits.

- Enfin, un troisième projet est celui communément appelé altermondialiste ou mouvementiste – bien que les tenants du green new deal se rangent également parfois parmi les mouvements altermondialistes. Pour faire simple, c'est une nébuleuse de mouvements, de collectifs, d'associations qui luttent pour remettre en cause prioritairement les oligarchies et leur fonctionnement capitaliste néolibéral. Ces mouvements se refusent à être structurés en parti politique traditionnel et dénoncent par là même la domination qu'exercent les femmes et les hommes politiques et acteurs sociaux. Ils refusent pour beaucoup toute forme d'organisation génératrice de rapports de domination et de dénaturation du message initial. Les indigné(e)s à de nombreux égards, font partie de ces formes de mobilisation. La défiance vis-à-vis de la représentation politique des personnes qui dénoncent et luttent contre les privilèges des oligarchies multiformes (politiques et économiques notamment) est une caractéristique commune de ces mouvements.

Dès lors, la question fondamentale est de savoir quel positionnement politique – green new deal

ou rupture altermondialiste - doit adopter Europe Écologie Les Verts, sur quelles forces sociales le parti peut s'appuyer et selon quels axes stratégiques.

Gus Massiah (7) a appelé à entretenir et soutenir partout les luttes des mouvementistes altermondialistes, car résister, c'est créer. Europe Écologie Les Verts devrait par conséquent être attentive à trouver les formes de soutien à ces mouvements et surtout permettre l'échange permanent, notamment par le biais de sa coopérative naissante, interface entre un parti politique et un réseau coopératif peuplé d'acteurs sociaux divers, mais aussi de citoyen(ne)s dont les capacités d'indignation et de créativité sont intactes !

La priorité définie est également le renforcement politique d'accès aux droits sociaux. La justice sociale est au cœur des enjeux des mondialisations actuelles et à venir. Au-delà de l'incantation, cette question doit être la priorité absolue de toutes nos propositions et actions politiques écologistes. Enfin, les partis politiques tels qu'Europe Écologie Les Verts doivent être garants de l'élaboration et de la caution intellectuelle pour combattre l'hégémonie culturelle néolibérale et éviter les formes de récupération, à l'image par exemple des mutuelles dont les formes virent parfois à la caricature et n'ont de « mutuelles » que le nom (8) ! Europe Écologie Les Verts porte les ferments de ces évolutions politiques et sociales, par la diversité de ses acteurs à l'image de José Bové, d'Eva Joly, de Cécile Duflot ou de Daniel Cohn Bendit. À chacune et chacun d'entre nous de veiller et d'agir sous toutes les formes et à toutes les échelles pour que notre mouvement soit à la hauteur des enjeux des mondialisations actuelles et à

venir. La coopérative et ses agoras naissantes sont à ce titre un laboratoire essentiel et d'avenir, complémentaire du parti politique, afin de mobiliser le réseau capillaire de ses coopératrices et coopérateurs.

Eva Pedrocchi

(1)- Table ronde du jeudi 18 août 2011 : « Des mondialisations : Europe, État, Régions, les propositions écologistes. » Animée par Eva Sas, responsable de la commission économique EÉLV. Avec Yannick Jadot et Pascal Canfin, eurodéputés ; Gus Massiah, membre du Conseil international du Forum social mondial ; Gérard Guibert, animateur du pôle écologique du PS ; Guillaume Duval, économiste et Laurence Tubiana, fondatrice de l'Iddri (Institut du Développement durable et des Relations internationales).

(2) Gérard Guibert, animateur du pôle écologiste du PS, était également invité de cette table ronde. Il a présenté à ce titre la notion de démondialisation, médiatisée dernièrement par Arnaud Montebourg.

(3) ALÉNA (Accord de Libre-Échange Nord-Américain), regroupant le Mexique, les États-Unis et le Canada ; signé en 1992 et entré en vigueur en 1994.

(4) ASEAN (Association des Nations d'Asie du Sud-Est), regroupant actuellement 10 pays membres. Cette zone de libre-échange a été créée en 1967 dans le contexte de la guerre froide avec une volonté des pays fondateurs, tels que l'Indonésie, de fonder un pôle économique non-aligné, ni sous la domination américaine, ni sous la domination soviétique, ainsi qu'en réaction à la politique impérialiste japonaise des années 30 et pendant la seconde guerre mondiale. Le Japon n'en fait pas partie mais est un membre associé, privilégié cependant du fait des flux économiques intenses qui circulent entre les pays de l'ASEAN, dits aussi « pays ateliers », et celui-ci. Il y a également un partenariat renforcé avec la Chine, qui devrait aboutir prochainement à la constitution d'une zone de libre-échange entre l'ASEAN et la Chine.

(5) MERCOSUR (Mercado Común del Sur) : Marché Commun sud-américain regroupant le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela. Accord signé en 1991.

(6) Les maquiladoras sont des usines d'assemblage puis de réexportation vers les USA et le Canada.

(7) Gus Massiah, membre du Conseil international du Forum social mondial, plaide et représente les altermondialistes qui se classent dans la 3^{ème} catégorie décrite ci-dessus.

Evident, mais ça va mieux en le disant, non ?!

(8) À bas AXA !

Barrage de Belo Monte

DU POLITIQUE ET DU MÉDIATIQUE

J'ai eu la chance d'être à Altamira en juillet, sur le site du fameux projet de barrage de Belo Monte. Membre d'un groupe de huit militants du CCFD (1) partis rencontrer des organisations partenaires, membre de la Via Campesina, j'ai eu la chance d'être à Altamira en juillet, sur le site du fameux projet de barrage de Belo Monte (État du Parà, Brésil).

La question du barrage de Belo Monte a été médiatisée ces dernières années, notamment autour de la personne de Raoni, chef indigène du peuple Kayapo directement menacé par le barrage. Vous avez sûrement reçu les pétitions appelant à sauver Raoni, ou les photos montrant le chef avec ses plumes, accompagné notamment du chanteur Sting.

Plus que Panama

Ce barrage sera le troisième plus grand complexe hydro-électrique du monde, et le plus important d'un programme de plus de 200 barrages sur l'ensemble de l'Amazonie brésilienne. Concrètement, il s'agit de détourner par le barrage la rivière Xingu, de couper une boucle de plus de cent kilomètres, de creuser un canal de 45 kilomètres sur 500 mètres de large (soit plus que le canal de Panama), au bout duquel seront installées les turbines (et non pas sur le barrage lui-même).

Ainsi, le niveau de l'eau s'élèvera en amont du barrage, mais une boucle de 100 kilomètres en aval sera asséchée. C'est le long de cette boucle que vivent depuis des siècles un certain nombre de peuples indigènes. Le gouvernement brésilien,



dans sa grande magnanimité et pour obtenir leur silence, a décidé de reconnaître leurs droits sur ces terres, reconnaissance attendue depuis des années...

Nous n'avons pas pu rencontrer de peuples indigènes à cause d'un deuil dans la communauté à qui nous devons rendre visite. Nos cicérones étaient deux représentants du Mouvement des Victimes des Barrages (MAB), vieux d'une trentaine d'années et membre de la Via Campesina. Grâce à eux, nous avons pu découvrir une réalité plus complexe que ce que les informations qui arrivent en France pourraient laisser croire. En effet, il n'y a pas seulement des Indiens qui vivent sur ces terres, mais également beaucoup de pêcheurs et de petits paysans, lesquels seront expulsés, relogés sur des terres qu'ils ne connaissent pas, avec des dédommagements aléatoires. Évidemment, le combat est totalement inégal entre d'un côté ces paysans isolés, et de l'autre le consortium et le gouvernement. Le rôle des militants du MAB est donc d'accompagner ces paysans, de les former, de récupérer les informations, d'obtenir des garanties juridiques de la part du gouvernement, etc.

Déperdition énorme

90 % de l'électricité brésilienne est d'origine hydraulique. Le Brésil exporte largement. La seule commune d'Altamira est grande comme un tiers de la France pour une population de 300 000 habitants. Si l'électricité produite par le barrage de Belo Monte (prévisions largement surévaluées pour le MAB) devait être exportée, il

faudrait construire des lignes à haute tension sur une distance telle que la déperdition en ligne serait énorme.

Le MAB est un mouvement social, un mouvement politique, qui va plus loin que la simple dénonciation de la destruction d'une zone immense et demande : l'énergie, pour qui et pour quoi ? Poser la question, c'est presque déjà y répondre. Ce barrage ne profitera quasi exclusivement qu'aux entreprises qui le construiront. C'est un chantier dans la plus absolue logique « croissanciste » : construire pour dépenser.

Alstom, go home !

Parce que le MAB est un mouvement qui pose les questions qui dérangent, les questions politiques, Sting ne va pas se faire prendre en photo avec les militants du MAB ; et malheureusement, de l'autre côté de l'Atlantique, nous ne connaissons que la partie « folklorique » de l'affaire, celle qui permet de rendre médiatique la cause défendue. Le combat de Raoni est juste, bien sûr, mais il ne faudrait pas réduire la lutte contre Belo Monte à cette seule problématique. Et c'est bien pour cela que nous devons absolument exiger d'Alstom qu'il renonce au contrat des turbines de Belo Monte.

François Mandil

(1) Comité catholique contre la faim et pour le développement



Des voitures "100% propres"

L'ILLUSION DE LA PILE A COMBUSTIBLE

La Poste annonçait le mois dernier l'arrivée d'une flotte de voitures "100 % propres" dans le Doubs et le Jura : "Au printemps 2013, les plateformes postales d'Audincourt et Lons-le-Saunier seront équipées chacune d'une unité de production solaire d'hydrogène et d'une flotte de cinq véhicules électriques à pile à combustible." 1 De l'hydrogène produit par énergie solaire, c'est merveilleux et les écologistes sont priés de cesser de critiquer la civilisation de la voiture : le progrès technique a toutes les solutions.

Vous avez dit hydrure ?

L'innovation annoncée porte en effet sur un hydrure métallique qui permet de stocker plus facilement l'hydrogène, de façon moins dangereuse que par les méthodes habituelles. Si c'est exact, et si cet hydrure n'est pas une saleté à pro-

duire, cela résout un des problèmes de la filière hydrogène, qui est que le stockage sous haute pression est très dangereux. Cela dit, deux points essentiels sont passés sous silence.

Tout d'abord, le dispositif de production et de remplissage est extrêmement compliqué et incompatible avec les dispositifs classiques (à la différence des agrocarburants, qui sont distribués par une pompe ordinaire) ; donc on ne peut envisager l'utilisation de cet hydrogène que dans des flottes captives qui mettent en place leurs propres stations-service ; c'est d'ailleurs le cas de la Poste, cité dans l'article.

Questions de coût et de rendement

Plus grave : comme trop souvent, on passe complètement sous silence les problèmes de coût. Or, d'une part la pile à combustible coûte astronomi-

quement cher (c'était encore récemment cinquante fois le prix du moteur diesel de même puissance : il y a peut-être eu des progrès, mais bien insuffisants) ; et d'autre part l'électrolyse est une des réactions dont le rendement énergétique est le plus mauvais qui soit : pour des raisons de physique de base, donc non susceptible de progrès, on ne récupère dans l'hydrogène que 20 % de l'énergie apportée par l'électricité, le reste s'en va en chaleur. Autrement dit, on s'amuse à faire compliqué alors qu'on pourrait faire simple : utiliser l'électricité solaire pour charger la batterie d'un véhicule électrique, avec un rendement au moins quatre fois meilleur et un coût infiniment moins élevé, ce qui permettrait à la Poste de faire beaucoup plus de véhicules propres sans augmen-

ter le prix du timbre. Ce mauvais rendement de l'électrolyse peut à la limite être atténué si on fait de la cogénération, c'est-à-dire si on utilise cette chaleur pour chauffer le bureau de poste. Ça marche en hiver ou si le bureau de poste peut fournir de l'eau chaude à un collectif voisin, mais il ne s'agit là que d'une niche pas du tout généralisable.

La pile à combustible reste un miroir aux alouettes, un joli leurre qu'on agite devant le gogo, mais sûrement pas une solution : bref, c'est l'illustration parfaite de la prétendue "croissance verte".

François Mandil

(1) *Le Pays*, 11 août 2011.

Journées d'été

DEUX OU TROIS CHOSES QUE J'AI RETENUES

Atelier « Vers une meilleure prise en compte du handicap : enrichir le Projet 2012 »

Cet atelier était en fait une table ronde où chacun pouvait enrichir le débat. Ma contribution a été la suivante.

Les personnes souffrant de handicap psychique n'ont que peu de solutions d'hébergement par manque d'autonomie. Elles se retrouvent souvent chez leurs parents, pour celles qui ont la chance de les avoir encore. Beaucoup restent à vie en hôpital psychiatrique ou... dans la rue. Il existe une solution pour leur permettre d'utiliser au maximum leur potentiel d'autonomie et les intégrer à la société : la création de structures intermédiaires. Cela consiste en un hébergement non médicalisé, où ces personnes sont accompagnées dans leur vie quotidienne. Un exemple à Besançon : la Maison des Sources. Il faut développer ces structures car le temps d'attente peut aller jusqu'à 3 ans avant d'obtenir un logement.

Lien vers la maison des sources : http://lesinvitesaufestin.fr/page_maison.html

Lien vers la commission handicap d'EÉLV : <http://www.handicap-lesverts.com/>

Proposition de loi « visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri » à l'initiative d'Yves Cochet.

Vous pouvez soutenir cette proposition en signant la pétition en ligne sur le site du Collectif pour l'Abolition de la Chasse à Courre (CACC).

Vous pouvez aussi demander le modèle de lettre servant à sensibiliser les députés.

Lien vers le CACC : <http://www.abolitionchassea-courre.org/>

Atelier « De la sécurité sanitaire à la santé environnementale : enjeux et actions »

Intervention du Docteur Philippe Foucras, président de l'association FORMINDEP (1), sur la Haute Autorité de Santé (HAS) :

L'HAS fournit des recommandations de bonne pratique aux professionnels de santé, aux étudiants en médecine et aux patients. Elle est aussi consultée par la Sécurité sociale avant qu'on rembourse ou non un médicament.

Comment sont recrutés les experts de l'HAS ? Il existe des règles de contrôle des liens d'intérêt de ces experts, liens qui doivent être déclarés.

Malgré cela, les experts de l'HAS gardent des liens avec l'industrie. On comprend facilement que, dans ce cadre, une recommandation se transforme aisément en publicité pour tel ou tel médicament.

Actuellement, l'HAS recherche des experts sans lien avec l'industrie. Elle recrute aussi des médecins généralistes et des infirmières.

Samuel Jeanningros



(1) Pour une formation et une information médicales indépendantes de tout autre intérêt que celui de la santé des personnes.



UN LANCEMENT DE CAMPAGNE RÉUSSI

C'est toujours gonflé à bloc que l'on rentre des Journées d'été. Cette année ne fait pas exception. Résumé de quatre jours riches en couleurs et en émotions.

Des querelles ? Quelles querelles ?

Mercredi, avant de partir pour Clermont, je découvre le Carnet de campagne de Matthieu Orphelin dans Libération. Très descriptif et n'apportant finalement que peu d'informations nouvelles, il permet en revanche de remettre en selle les querelles entre écologues. Libération présente alors Hulot comme un amateur et Eva comme une apparatchik. Cette sortie, comme l'absence d'Hulot à Clermont, puis la tribune de Laurence Vichnievsky, me laissaient craindre le pire. En arrivant à Clermont, c'est avec un grand plaisir que j'ai découvert qu'en fin de compte, le Carnet de campagne était un non-événement, que les propos d'Hulot ou de Cohn-Bendit n'avaient que peu d'écho face à l'envie des militants de porter leurs idées et de soutenir leur candidate lors de la campagne des présidentielles. Le sujet de ces Journées d'été a bien été : Eva Joly, la campagne que nous allons mener et comment faire ce score de 10 + x.

Des Jeunes Écologistes en grande forme

Ces Journées d'été grâce au medley de leurs actions les plus marquantes : défilé radioactif, parking day, action contre les gaz de schiste et surtout la célébration de deux mariages gay. Cette rentrée politique en fanfare annonce une année bien pleine pour les Jeunes Écologues. En effet, la nouvelle équipe de l'exécutif national (dans laquelle on retrouve deux Franc-Comtois, Anthony Poulin et Mathilde Tessier) a proposé un programme ambitieux pour cette année : campagne 2072, campagne d'adhésion, actions anti-G20, etc.

Assemblée Générale de la commission Féminisme

L'AG a reconduit Sarah Trichet-Allaire à la présidence et élu un nouveau bureau prêt à se lancer en campagne. En effet, le féminisme est l'une des valeurs fondatrices de l'écologie politique et Europe Écologie Les Verts est sans doute le parti le plus ouvert aux femmes, comme le montre la

plénière de clôture très féminine (Eva Joly, Cécile Duflot, mais aussi trois héroïnes du quotidien venant exposer leur combat et leurs attentes). Nous devons donc être présents dans cette campagne sur la question de l'égalité femme/homme. Mais comme nul n'est parfait, et qu'il n'y avait que 30 % de femme titulaires lors des cantonales, nous devons également être vigilants quant au respect de la parité pour les législatives.

Eva présidente !

1 600 personnes qui scandent « Eva présidente ! » dans un gymnase où il fait plus de 51 degrés, c'est impressionnant. C'est donc devant une salle pleine et joyeuse qu'Eva Joly a présenté avec la constance, la rigueur et la sincérité qu'on lui connaît les grandes lignes du programme : sortie du nucléaire, travailler moins et mieux, justice sociale, lutte contre la corruption et transformation écologique de l'économie. Enfin, il faut souligner l'intervention remarquable, lors de la plénière de clôture, d'Audun Lysbakken, ministre norvégien de la Jeunesse et de l'Égalité, qui a mis au centre de ses préoccupations les questions d'égalité des chances et surtout du « vivre ensemble ». Comment vivre ensemble ? Cette question sera au centre de la campagne, où l'UMP et le FN chercheront à diviser en désignant les bons et les mauvais Français et en attisant les haines. Face à la montée des extrémismes, nos réponses devront être crédibles et porteuses d'espoir.

Nous pouvons maintenant en être certains : nous aurons un bulletin écologiste à mettre dans l'urne le dimanche 22 avril 2012. Nous devons donc dès maintenant nous mobiliser pour faire de cette campagne une réussite collective. Pour cela, nous ne pouvions espérer meilleur commencement que ces Journées d'été auvergnates.



Cyrielle Chatelain

PAS D'ÉMOIS CE MOIS ?

Ben non, pas d'Émois ce mois... Les habitués de *La Feuille Verte* auront remarqué que ce n'est pas la première fois que ça arrive à la rentrée de septembre. Non pas que manquent en juillet et août les occasions de *s'émouvoir* - quelle que soit l'acceptation qu'on adopte pour ce verbe. Disons plutôt que les vacances, surtout itinérantes et lointaines, voire longuement privées de médias, ne sont pas particulièrement propices à la compilation de nouvelles - fondamentales ou ténues - sur lesquelles on s'échinera à peaufiner, dans les derniers jours du mois et en catastrophe, quelques brèves se voulant, au grand désespoir de certains, "humoristiques"...

Alors, que dire pour remplir quand même un tant soit peu le contrat tacite (au moins quelques lignes chaque mois) qui lie à *La Feuille Verte* son "(ir)responsable" ? Quelques réflexions, à la va comme je te pousse...

Deux journées passées en la (fort belle) ville d'Annecy m'ont permis de constater qu'en dépit des jérémiades de certains, la vie semblait continuer comme avant... Avant, bien sûr, les brillantes 7 voix (sur 95 !) obtenues par le chef-lieu haut-savoyard pour l'organisation des J.O. de 2018. En tout cas, je n'ai pas vu de suicidés en bas des balcons, pas de chœurs de pleureuses au bord du lac, pas même de drapeaux en berne au fronton des bâtiments officiels. Il faut dire qu'après les échecs (et celui-ci était programmé) de Lille 2004 et de Paris 2008 et 2012, les supporters commencent à avoir l'habitude de prendre ce genre de claques. Et je vais vous faire une confidence : non seulement mon mauvais fond ne se lamente pas sur cette cuisante défaite, mais même il s'en réjouit, tant se farcir un grand événement sportif (sportif, vraiment, ce barnum médiatico-commercial ?...) dans son pays vous assure des mois, voire des années de dithyrambes à la pelle sur la chose en question et sur les bienfaits qu'elle est censée apporter. Trente millions d'euros (soit le double du budget initial), dont une bonne partie publique, auront quand même été dépensés pour soutenir cette imbécile candidature : il y a des coups de pompe au fondement qui se perdent !...

À propos d'Annecy : certes, les plus excentrés des Comtois en sont à 5 heures de bagnole ; mais les Sud-Jurassiens n'ont pas cette

excuse. Ils se précipiteront donc en masse, au plus tard le dimanche 6 novembre, à la Fondation Salomon (renseignements : www.fondation-salomon.com), à Alex (10 km d'Annecy). Dans un cadre exceptionnel (entre le Parmelan et les Dents de Lanfon), au milieu d'un superbe parc de sculptures contemporaines, ils visiteront un château médiéval intelligemment "modernisé" qui abrite en ce moment une exposition de quelque 30 tableaux de Paul Rebeyrolle (1926-2005). Je vous ai déjà (*Feuille Verte* n° 91 et 100) confié tout le bien que je pense de cet immense et inclassable artiste (pour moi, à coup sûr l'un des plus grands du XX^e siècle), "engagé" au meilleur sens du terme : ses tableaux n'ont rien de vulgaires tracts, mais leur violence et leur ironie disent assez le peu d'estime de Rebeyrolle pour la société dans laquelle nous vivons. Ladite société le lui rend bien, d'ailleurs, ses institutions officielles se gardant soigneusement du moindre hommage... Sans doute le trouvent-elles trop choquant, trop "mauvais goût", ni joli, ni léché - plutôt ours mal léché. Comme le souligne le critique du Monde (1), "l'art de Rebeyrolle est de ceux qui tiennent au corps. Il est fait pour les amoureux de l'andouillette, du tripoux ou du chou farci". Âmes sensibles s'abstenir, donc ; les autres, filez vite à Alex, ou vous n'êtes plus mes copains.

Selon le représentant russe au Conseil de sécurité de l'ONU, "il faut reconnaître les efforts de réforme de Bachar Al-Assad". Et aussi les efforts dudit représentant russe dans le domaine de l'humour noir.

On en apprend tous les jours ! J'ai récemment découvert qu'il existe une chasse... d'été ! Début août, la presse régionale s'est intéressée à un jeune Haut-Saônois, évidemment "amoureux de la nature", qui s'adonne à ce bucolique passe-temps, aussi bien au fusil qu'à l'arc, et décrit pour la journaliste émerveillée (2) "les émotions intenses" qu'il éprouve à se trouver à quelques mètres d'un chevreuil "qui ne [le] voit pas" et qu'il s'interdit de déranger. Bon, d'accord, il le flingue, mais sans l'importuner comme le ferait une battue. Quand on vous dit que ces enfoirés-là ont une éthique !

1986 : la Commission baleinière internationale (CBI) met en place un moratoire sur la chasse à la baleine ; depuis, le Japon, la Norvège,



l'Islande et quelques autres en ont tué plus de 33 000. 1999 : le bruant ortolan devient espèce protégée en France ; chaque année, en Aquitaine, on en capture pour les manger entre 30 000 et 50 000. On est émerveillé devant l'efficacité des règlements et des lois.

Les ventes de voitures reculent en France. Mais pas celles des 4x4, qui bondissent (les ventes, pas les 4x4) : 12 % de parts de marché au premier semestre 2011, au lieu de 6 % en 2009, et des taux de croissance astronomiques (entre 28 et 80 % selon les mois). La crise ? Où ça, la crise ?

Pour ne pas me faire encore des ennemis au sein d'EÉLV-FC, je m'abstiendrai prudemment de dire tout ce que j'aurais volontiers donné pour me trouver à Madrid au milieu des milliers de manifestants qui dénonçaient le grand cirque papal (3). Ça m'aurait rajeuni de 14 ans : en 1997, on battait le pavé parisien contre JipÉ Deux et sa célébration du baptême de Clovis... Nostalgie... Allez, Zapatero, un bon geste avant de quitter le pouvoir : comme te le demandent les laïques, dénonce le concordat entre l'Espagne et le Vatican. Comme ça, malgré tes âneries sur le plan économique, tu n'auras pas été - pour un socialiste - un trop mauvais chef de gouvernement !

Anticlérical, mais aussi antimilitariste : je cumule vraiment toutes les tares des vieux cons qui n'ont pas réalisé qu'on n'est plus sous la IIIe République ni dans les années 70. Ah ! la belle sortie d'Eva Joly, cet été, à propos du 14-Juillet ! Rafraîchissante à souhait, n'est-ce pas ? Ça, ce n'était pas de la langue de bois ! Dommage que, devant les cris d'orfraie poussés par tout ce que notre belle France compte de réacs de tout poil, de droite comme « de gauche », notre Eva se soit crue tenue de dire qu'elle n'était « *absolument pas antimilitariste* » ! Et pourquoi pas, Eva ? L'antimilitarisme, c'est-à-dire le fait de refuser - entre autres - l'uniforme et l'embrigadement qui va forcément avec, le culte de la hiérarchie et l'amour des défilés au pas cadencé, le goût des armes et des décorations, l'obéissance idiote à de plus crétins que soi, ce n'est pas une maladie honteuse, tu sais...

Terminons sur une note optimiste. Le maire d'Oslo à propos d'Anders Behring Breivik, le tueur d'Utoya : "On le punira en réagissant avec plus de tolérance et de démocratie." Et si on leur payait un stage au bord d'un fjord, à Sarko et Guéant ?...



Gérard Roy

- (1) Numéro des 7 et 8 août 2011.
- (2) C'est toujours avec le même éc?urement que je constate la complaisance et la veulerie avec laquelle les journalistes parlent de la chasse et des chasseurs.
- (3) Et en espagnol, en plus ! La plus belle langue du monde ! Olé !



Dessin de TIGNOUS,
avec l'aimable autorisation de Charlie Hebdo





Photographie : Pauline Jeannin

Mariage

Les Jeunes Écologistes ont largement participé à l'ambiance des Journées d'été en reproduisant, pour fêter leurs 10 ans, certaines de leurs plus belles actions. Ici, un mariage homosexuel.



Cécile Duflot

a ouvert les Journées d'été avec quelques mots en norvégien. On ne savait pas encore que la température ne descendrait plus en dessous des 35° dans cet amphi.



Suite à l'AG des Jeunes Écologistes, Anthony Poulin (au 2^e rang à gauche) et Mathilde Tessier (au centre, avec le t-shirt noir) rejoignent le nouvel exécutif fédéral.